

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-autocritique-hypocrite-du-FMI-sur-la-crise-Argentine>

L'autocritique hypocrite du FMI sur la crise Argentine

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : vendredi 30 juillet 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

El Correo, 30 juillet 2004

Il aura fallu attendre de nombreux mois, pour qu'enfin le FMI reconnaisse sa responsabilité dans la crise argentine. Une maigre consolation pour les habitants du pays qui en subissent encore aujourd'hui au quotidien les dramatiques effets. Mais surtout qui risquent encore d'en subir les effets à l'avenir... Le rapport en qualifie lui même l'impact social et économique de cette crise de "dévastateur".

Le Fonds monétaire international a ainsi fait son autocritique sur sa gestion de la crise argentine entre 1991 et 2001, en reconnaissant plusieurs faiblesses de son mode de fonctionnement, dans un rapport de son Bureau international d'évaluation (BIE) publié le jeudi 29 juillet. "L'expérience argentine révèle des faiblesses dans le processus de prise de décision du FMI", note le rapport de quelque 200 pages intitulé "Evaluation du rôle du FMI en Argentine, 1991-2001" rédigé par le BIE, un organisme créé en juillet 2001 par le Fonds lui-même et qui rend compte directement au conseil d'administration. Ce rapport rédigé par les membres indépendants du BIE, souligne les défaillances majeures lors de la décennie de gestion de cette crise "à l'impact économique et social dévastateur".

"Premièrement, le FMI n'avait pas suffisamment de plans d'urgence", constate le rapport qui souligne une mauvaise évaluation des risques et une carence de la responsabilité des administrateurs à trouver des solutions alternatives.

"La surveillance du FMI a échoué à mettre en lumière les vulnérabilités croissantes dans les choix des autorités et le FMI a erré trop longtemps en soutenant des politiques inadaptées", note encore le rapport du BIE.

Le FMI a prêté à Buenos Aires pour soutenir sa politique de taux de change fixe instaurée en 1991 et abandonnée en janvier 2002, plongeant le pays dans l'une de ses plus graves crises.

"Dès la mi-2001, il aurait dû être clair que la stratégie initiale avait échoué et que le système de change fixe et la dette Argentine ne pouvait être considérée comme viable. Et pourtant, le FMI n'a pas fait pression sur les autorités pour qu'elles modifient fondamentalement leur politique et a cessé toute aide financière à l'Argentine qu'en décembre 2001", souligne le rapport.

Si le FMI avait pris plus tôt la mesure de l'ampleur des problèmes et s'il avait modifié sa stratégie à un stade plus précoce, cela aurait pu réduire les coûts "parce que la santé économique argentine se serait nettement moins détériorée et on aurait pu consacrer plus d'argent pour atténuer le processus inévitable et pénible de transition", selon le rapport.

Mais une réelle hypocrisie règne dans ce rapport qui au détour de chaque phrase critique le FMI de ne pas avoir mieux tancé et contrôlé les autorités argentines, si ce n'est que celles-ci n'ont rien fait d'autres qu'appliquer la politique voulue par le FMI, à commencer par la politique de change fixe, les privatisations à tout va, pour lesquelles il ne faut pas oublié que plusieurs organismes internationaux dont la banque mondiale ont été partie prenante.

Il est clair que le FMI n'a pas été capable d'adopter une stratégie de mesures d'urgence incluant des règles à respecter pour éviter que la crise n'empire.

Et cela pas uniquement en Argentine. Et qu'il manque de flexibilité dans sa politique d'aides accordées aux pays pauvres destinées à favoriser leur croissance économique, et qu'il ne tient pas compte de la diversité des régimes politiques, administratifs et de leurs contraintes des différents pays.